

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 15/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SA ATELIERS LR ETANCO

14 rue du Clos Reine
78410 Aubergenville

Code AIOT : 0006508385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2023 dans l'établissement SA ATELIERS LR ETANCO implanté 9 rue du Clos Reine 78410 Aubergenville. L'inspection a été annoncée le 02/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'incendie industriel survenu sur le site de Lubrizol à Rouen en septembre 2019 a conduit le gouvernement à définir, puis à mettre en œuvre un plan d'action afin de mieux prévenir un tel scénario accidentel.

À cette fin, la réglementation des installations classées a évolué, notamment son appréciation sur les dangers que présentent les entrepôts et les exigences de sécurité requises pour la maîtrise de leurs risques. Ces évolutions, en proportion de l'enjeu, ont des incidences sur les installations existantes qui obligent à de nouvelles mesures organisationnelles, et le cas échéant, à de nouveaux dispositifs techniques.

Ainsi, en concertation avec les organismes professionnels, un échéancier de mise en conformité a été fixé. En 2023, s'achève le délai de mise en conformité aux exigences de sécurité principalement liées à des mesures organisationnelles. Par conséquent, une action nationale "Post-Lubrizol - Entrepôts 1510" est engagée en 2023 afin de veiller à ce que ces évolutions soient suivies d'effets. Les objectifs de cette action sont de vérifier :

- 1) que le régime ICPE correspond à la nouvelle appréciation des dangers de la rubrique 1510 ;
- 2) que le renforcement des exigences de sécurité soit respecté pour :
 - a) la prévention des départs de feu ;

- b) la détection incendie et l'intervention en cas d'incendie ;
 - c) prévenir d'éventuels effets thermiques ou inconvénients sur des tiers ;
- 3) qu'en cas de sinistre, il existe un accès rapide et aisé à l'information sur la localisation, les quantités et les dangers des combustibles stockés.

L'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SA ATELIERS LR ETANCO
- 9 rue du Clos Reine 78410 Aubergenville
- Code AIOT : 0006508385
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis sa création en 1952, le groupe ETANCO conçoit, fabrique et distribue des systèmes de fixation dédiés à l'enveloppe du bâtiment. Le nom de l'entreprise vient de "ETANchéité + COuverture ." Le groupe a été racheté en 2022 par l'entreprise SIMSPON Strong Tie. Leurs clients sont des professionnels. Entre 80 et 100 tonnes de marchandises sortent quotidiennement du site.

Sur le territoire de la commune d'Aubergenville, l'entreprise exploite deux sites, dont elle est propriétaire :

- le site de fabrication de vis et fixation pour le bâtiment, implanté au 12-14 rue du Clos Reine ;
- un entrepôt de stockage, implanté au 9 rue du Clos Reine.

Initialement locataire des cellules 1 et 2 de l'entrepôt depuis 2012, la société a racheté et repris l'exploitation de l'ensemble des 4 cellules en 2022.

Actuellement, l'entrepôt est partiellement exploité par l'entreprise LR ETANCO :

- Cellule 1. Actuellement exploitée pour de la logistique
- Cellule 2. Actuellement exploitée pour de la logistique
- Cellule 3. Actuellement exploitée pour de la logistique (mise en exploitation en avril 2023)
- Cellule 4. Actuellement inoccupée (exploitation prévue pour fin 2023)

Dans le cadre d'un plan de mise en sécurité, des travaux ont lieu sur l'ensemble du site. Ils s'étendront jusqu'en 2025 et portent notamment sur : le flocage des murs (tenue au feu), le remplacement des portes de secours et coupe-feu, le changement intégral du Système de Sécurité Incendie (SSI), la réfection des sols, la mise en conformité du sprinklage, l'entretien des réseaux, etc.

NB: les installations ont été précédemment exploitées par les sociétés AZ Invest, Colaubergenville, SCI Alpha Pyrénées Athis Mons, et initialement, SCI du Clos Reine, dont les noms peuvent apparaître dans les arrêtés préfectoraux dont les prescriptions sont encore en vigueur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données à l'inspection précédente (06/07/21) et à l'arrêté de mise en demeure du 01/10/21 ;
- situation administrative ;
- la prévention du risque incendie ;
- la bonne mise en œuvre des premières échéances réglementaires applicables aux entrepôts relevant du régime de l'enregistrement suite à l'incendie de Lubrizol.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Champ d'application 1510	AP Complémentaire du 19/07/2011, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Etat des matières stockées d'information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Zone de charge de batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 17	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Fiches de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/06/2021, article Annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Plan des réseaux d'eaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Vérification collecte effluents	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Complétude des bordereaux de suivi de déchets (BSD)	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
19	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
20	Portes coupe-feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
21	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 12	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
22	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
23	Dimensionnement moyens en eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
24	Dimensionnement des moyens de rétention	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 11	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
25	Aires de stationnement des engins et raccordement aux poteaux incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 3.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
26	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
28	Issues de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 14	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
32	Détection d'hydrogène dans le local de charge	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Changement d'exploitant	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.8.5	/	Sans objet
3	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Interdiction d'accès au public	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 1	/	Sans objet
10	Plan réseaux des eaux pluviales et d'incendie	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 2	/	Sans objet
11	Mise à disposition du plan des réseaux pour services d'incendie	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 4	/	Sans objet
15	Copie sur site de l'AP d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 3	/	Sans objet
16	Existence d'une alarme incendie et de son report	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 6	/	Sans objet
17	Accessibilité des moyens de lutte et de protection contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 7	/	Sans objet
27	Issues de secours	AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 8	/	Sans objet
29	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9	/	Sans objet
30	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9	/	Sans objet
31	Eclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 16	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection objet du présent rapport est la première depuis la signature de l'arrêté de mise en demeure (APMD) du 01/10/2021 et depuis la reprise du site en 2022 par la société Etanco. L'exploitant a engagé d'important travaux et investissements pour mettre en conformité l'installation. Néanmoins, de nombreuses non-conformités demeurent.

Par l'arrêté susvisé, l'exploitant a été mise en demeure de respecter les prescriptions issues des articles de l'arrêté ministériel du 11/04/17 suivants :

- 1) Annexe II article 25 en interdisant l'accès au public à l'entrepôt ;
- 2) Annexe II article 11 en transmettant le plan des réseaux des eaux pluviales et d'incendie ;
- 3) Annexe II article 1.2 en disposant sur site d'une copie de l'arrêté d'autorisation d'exploiter, de la demande d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;
- 4) Annexe II article 1.6.1 en tenant à disposition, des services d'incendie de secours, le plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux ;
- 5) Annexe II article 1.6.2 en transmettant le rapport de vérification 2020 du réseau de collecte des effluents ;
- 6) Annexe II article 12 en justifiant de l'existence d'une alarme incendie et de son report ;
- 7) Annexe II article 13 en transmettant un plan d'emplacement des poteaux incendie avec leurs distances vis-à-vis des quatre cellules, en justifiant de la présence d'une alarme ou de tout autre moyen permettant d'alerter les services de secours et d'incendie et en libérant l'accès à l'installation de sprinklage et disposer d'extincteurs en état de fonctionnement ;
- 8) Annexe II article 14 en ne verrouillant pas les issues afin qu'elles soient facilement manœuvrables.

Seul le 5^e point, portant sur l'annexe II- point 1,6,2 ne peut pas être considéré comme respecté. Néanmoins, les actions engagées par l'exploitant devraient permettre d'assurer prochainement un retour à la conformité.

A noter que les délais de mise en conformité étaient déjà échus pour l'ensemble des points au moment de la reprise du site par l'exploitant, en 2022.

L'inspection a également permis de relever plusieurs non-conformités, dont les suivantes :

- l'état des stocks ne fait pas mention des différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets stockés ;
- l'exploitant ne dispose pas d'un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les éléments présents au sein de chaque zone de stockage (typologie de produit stocké et nature des dangers (physique, santé, danger pour l'environnement, ...)) ;
- les produits inflammables et les aérosols sont stockés sans séparation physique avec les autres stockages ;
- le nombre de poteaux incendie n'est pas cohérent entre le rapport de contrôle et le plan ;
- 3 poteaux incendie sont situés en bordure du parking servant de zone de rétention des eaux incendie : la possibilité de recours à ces poteaux n'est pas garantie ;
- les aires de stationnement des engins de secours ne sont pas matérialisées au sol ;
- aucune procédure n'est établie pour s'assurer que ces aires seront libérées, en cas de sinistre, avant l'arrivée des secours ;
- le dernier rapport de contrôle du sprinklage fait apparaître de nombreuses anomalies ;
- les derniers rapports de contrôle du système de désenfumage relèvent des anomalies ;
- le dernier rapport de contrôle du système de détection et d'alarme incendie conclut que le système présente des dysfonctionnements ;
- l'alarme incendie n'est pas audible en tout point de l'entrepôt ;
- compte tenu de la présence de locaux à risques, le sous-sol ne peut pas servir de zone de rétention des eaux incendie ;
- l'imperméabilité de la zone imperméabilisée au sud n'est pas garantie.

Les efforts et moyens déployés par l'exploitant doivent se poursuivre.

Enfin, il est rappelé à l'exploitant que les éléments suivants mériteraient d'être disponible en version papier, facilement accessibles et manipulables en cas de situation dégradée ou en cas de sinistre :

- les arrêtés préfectoraux ;
- les plans de zonage de danger et des réseaux d'eau ;
- l'étude de dangers ;
- l'étude de flux thermiques exigée par l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

- le plan de défense incendie prévu au point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et réglementairement exigible à partir du 31 décembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.8.5
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2019 l'installation était exploitée par AZ Invest, mais cette société a vendu le 26/01/2022 le site à la société LOBER, filiale du groupe SIMSPON STRONG TIE. Par courriel du 23/02/23, la société ETANCO a indiqué avoir procédé à la déclaration de changement d'exploitant et transmet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le cerfa de changement d'exploitant daté du 23/02/22 ; • une preuve de dépôt référencée A-2-NK0CIWY8C ; • la lettre du 01/03/22 accompagnant la déclaration de changement d'exploitant. <p>Il sera donné acte au changement d'exploitant dans un courrier spécifique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Champ d'application 1510

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 19/07/2011, article 2			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : En application du code de l'environnement, le classement des activités exercées par la SCI ALPHA PYRENEES ATHIS MONS, à Aubergenville, s'établit ainsi à la date du présent arrêté :			
Désignation des activités	Éléments caractéristiques	Rubrique de la nomenclature	Régime
Entrepôts couverts (stockage de matière, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des). Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ .	19 000 t, 28 000 m ² : Cel. 1 : 6395 m ² , 4500 t Cel. 2 : 5961 m ² , 4200 t Cel. 3 : 7152 m ² , 5000 t Cel. 4 : 8361 m ² , 5300 t Volume : 237 000 m ³	1510-2	E
Polymères (matières plastiques) (Stockage de). le volume étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 1000 m ³ .	Cellules 2 et 3 : 800 m ³	2662-3	D
Installation de combustion fonctionnant au fuel et au gaz naturel. La puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	Puissance thermique maximale : 2,53 MW, 2 chaudières au gaz naturel (2,37 MW) et 1 groupe électrogène (0,16 MW)	2910-A-2	D
Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	Deux ateliers de charge (cellules 2 et 4) – 140 kW	2925	D
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m ³ .	Réserve du groupe électrogène, 1 cuve tampon de 0,5 m ³ de fuel soit 0,1 m ³ en capacité équivalente	1432	NC
Constats : Par courriel du 04/05/23, l'exploitant a transmis une mise à jour de son classement ICPE réalisé dans le cadre de la réhabilitation du site. Pour l'évaluation du classement au regard de la rubrique 1510, l'exploitant a identifié 4 IPD (Installation, Pourvue d'une toiture, Dédiée au stockage, notion définie dans le guide d'application de la rubrique 1510 réalisé par le Ministère dans sa version de février 2023) correspondant aux 4 cellules de l'entrepôt. Il détermine ensuite le volume en considérant la surface de stockage et la hauteur de stockage (261 370m ³ comparés au volume de 237 000 m ³ retenu dans l'arrêté). Cette méthode ne correspond pas à la méthodologie prévue par le guide susmentionné. Il convient de déterminer le périmètre pouvant conduire à un classement au titre de la rubrique 1510 en : <ol style="list-style-type: none"> 1. recensant les IPD ; 2. identifiant les différents groupes d'IPD (ensemble constitué d'IPD distants de moins de 40m) ; 3. excluant les groupes d'IPD qui constituent une exception prévue par le libellé de la 			

rubrique 1510 (entrepôt contenant moins de 500t de combustible, entrepôt exclusivement frigorifique ou entrepôt utilisé pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique) ;

4. déterminer les volumes à comparer aux seuils de la rubrique 1510 (volume de l'entrepôt et non volume dédié au stockage) ;
5. évaluant le classement au titre des rubriques 4xxx et de la directive Seveso en considérant la totalité des substances, matières ou produits susceptibles d'être présentes au sein de l'ensemble des IPD du périmètre pouvant conduire à un classement au titre de la rubrique 1510

Application de ces étapes:

1 et 2) Le site comportant un unique bâtiment, il n'est à considérer qu'un seul IPD, qui se limite aux cellules de stockage.

Il y est stocké une quantité totale cumulée de matières ou produits combustibles supérieure à 500t.

3) Il ne répond ni à la définition d'un entrepôt « utilisé pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique », ni d'entrepôt « exclusivement frigorifique ». Par conséquent, cet IPD sera classé au titre de la rubrique 1510 et non au titre des rubriques 1511, 1530, 1532, 2662 ou 2663. Il convient néanmoins d'évaluer la quantité maximum stockée de substances, matières ou produits susceptibles de relever de ces rubriques, par cellule.

4 et 5) Pour le classement au titre de la rubrique 1510, le volume à considérer correspond au volume géométrique de l'entrepôt et non au volume de stockage.

Par courriel du 04/05/23, l'exploitant a transmis un récapitulatif des surfaces du site. Les surfaces ne sont cohérentes ni avec celles indiquées dans le bilan de classement transmis par ce même courrier, ni avec celles reprises dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/07/11.

	Données issues du récapitulatif des surfaces du site transmis le 04/05/23			Surface considérée dans le bilan de classement ICPE transmis le 04/05/23	Surface considérée dans l'APC du 19/07/2011
	Surface entrepôt	Surface tertiaire	Surface technique		
Cellule 1	6213	68	0	6239	6395
Cellule 2	5704	730	82	5711	5961
Cellule 3	6948	800	352	7020	7152
Cellule 4	7171	2011	108	7167	8361
Local sprinklage	0	0	60	-	-
Total (m ²)	26036	3610	603	26137	27 869 (autorisé : 28 000)

L'exploitant présente la répartition des quantités des différentes matières combustibles particulières stockées en cellule 3 :

- 1t de batteries Li-ion électroportatif (1000 équipements) ;
- 14t de produits chimiques non dangereux ;
- 14t de produits chimiques dangereux non associés à une rubrique;
- 26t de produits chimiques dangereux relevant de la rubrique 4320 (Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1)
- 2t de produits chimiques dangereux relevant de la rubrique 4331 (Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330) ;

- 4t de produits chimiques dangereux relevant de la rubrique 4511 (Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2).

L'exploitant a déclaré que les aérosols seraient, à terme, stockés dans un local spécifique au sein de la cellule 4 (cf point de contrôle N°6: Matières dangereuses et chimiquement incompatibles).

Selon le bilan de classement ICPE transmis, le site relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4320 (aérosols). Les seuils de déclaration des autres rubriques 4xxx ne sont pas dépassés :

- 4331 : moins de 2t pour un seuil à 50t ;
- 4511 : moins de 4t pour un seuil à 100t ;
- 4734 : moins de 1t pour un seuil à 50t.

Ainsi, l'exploitant doit recalculer le volume de l'entrepôt et préciser la répartition des matières par cellules en considérant la situation actuelle temporaire (avec notamment les aérosols en cellule 3) puis la situation future (avec notamment les aérosols en cellule 4).

Concernant la rubrique 2910, le site dispose des équipements suivants :

- 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel de puissance cumulée de 2,37MW ;
- un groupe électrogène de puissance 0,16MW ;
- 2 motopompes sprinklage de puissance cumulée de 0,344MW.

Ainsi, le site relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2910-A2 à hauteur de 2,874MW. Le régime de classement est inchangé.

Concernant la rubrique 2925, l'exploitant déclare que le site dispose de 3 locaux de charges (cellules 2, 3 et 4) pour une puissance de 210kW.

Il précise avoir pour projet de transformer un des parcs engins en un parc fonctionnant avec des batteries Li-ion (environ 300kW).

Le classement au titre des rubriques 2925-1 et 2925-2 est à repreciser.

Avant réalisation, l'exploitant devra transmettre un porter à connaissance relatif à son projet de parc engins fonctionnant avec des batteries Li-ions.

Conclusion :

Le classement ICPE du site n'est pas à jour.

L'exploitant doit réévaluer son classement (cf tableau ci-dessous) au titre :

- de la rubrique 1510, par la méthode prévue par le guide d'application réalisé par le Ministère dans sa version de février 2023 (estimation du volume de l'entrepôt, définition des quantités par matières et par cellules) ;
- de la rubrique 2925 et transmettre les éléments d'appréciation nécessaires concernant son projet d'implantation d'un parc engin fonctionnant avec des batteries Li-ions.

Rubrique	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé	Unité
1510	2	E	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés	19 000 t, 28 000 m ² Cellule 1 : 6395 m ² , 4500 t Cellule 2 : 5961 m ² , 4200 t Cellule 3 : 7152 m ² , 5000 t dont - 800m3 de matières relevant de la rubrique 2662	Volume des entrepôts	50000 ≤ x < 900000	237000	m3

Rubrique	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé	Unité
			exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques	<p>- 2t de produits relevant de la rubrique 4331</p> <p>- 4t de produits relevant de la rubrique 4511</p> <p>Cellule 4 : 8361 m², 5300 t dont 26t d'aérosols dans un local spécifique</p> <p>Volume : 237 000 m³</p> <p>Surfaces et volume à revoir</p> <p>Part des différentes matières par cellule à détailler</p>				
2910	A-2	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	2 chaudières au gaz naturel (2,37 MW) et 1 groupe électrogène (0,16 MW)	Puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion	$1 \leq x < 20$	2,87	MW
2925	1	D	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques	Deux ateliers de charge (cellules 2 et 4)	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	> 50	210	kW
4320	2	D	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Dès janvier 2024, dans un local dédié REI120 de la cellule 4	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$15 \leq x < 150$	26	t
Type de suites proposées : Avec suites								
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale								
Proposition de délais : 3 mois								

N° 3 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant un inventaire physique a été réalisé en décembre 2022. A l'avenir, cet inventaire sera réalisé 2 fois par an pour évaluer l'ensemble du stock de toutes les cellules.</p> <p>Un inventaire des consommables est réalisé tous les 3 mois.</p> <p>2 agents sont dédiés à la gestion des stocks.</p> <p>Selon l'exploitant, la marchandise ne peut rentrer dans le magasin qu'après avoir été étiquetée, sinon elle reste sur le quai. Cet étiquetage permet de réaliser un suivi en temps réel du stock. L'état des stock est accessible à tout instant, y compris en cas de sinistre sur le site.</p> <p>L'exploitant indique que le logiciel est en cours d'évolution pour permettre de faire un lien entre l'état des stocks et les fiches de données de sécurité (FDS).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.1
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Connaître les quantités de matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;
Constats : Actuellement l'état des stocks n'indique pas les risques. Le service informatique du groupe travaille à rendre cela possible. L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none">• tous les produits dangereux sont stockés au sein de la cellule 3 ;• les aérosols, actuellement stockés en cellule 2 sur rayonnages métalliques fermés, seront en 2024 à terme stockés dans la cellule 4, au sein d'un local spécifique ;• les produits en lithium sont stockés dans des armoires spécifiques.• un stockage extérieur de métal est envisagé à terme. Conclusion : L'état des stocks ne fait pas mention des différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets stockés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4 au I.2
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Inventaire synthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats : L'état des stocks présenté ne permet pas de répondre aux besoins d'information de la population (information non vulgarisée). En effet, cet état des stocks fait apparaître la désignation des articles sous une codification interne uniquement (par exemple « EHB DF 2x1.25 TH8 2C 4.8x120 (500p) », « ISOPLUS 8/150x200 », « EVB 2.5 SC TP12 3C 4.8x16 », etc).</p> <p>Conclusion : L'exploitant ne dispose pas d'un état sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les éléments présents au sein de chaque zone de stockage (typologie de produit stocké et nature des dangers (physique, santé, danger pour l'environnement, ...)).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p>Constats : Selon l'état des stocks , 5342 aérosols (bombes de peinture) sont stockés dans un rack protégé d'un grillage et fermé à clé au sein de la cellule 2. Ce stockage sera bientôt transféré vers la cellule 3 puis, d'ici le début de l'année 2024, dans un local dédié au sein de la cellule 4. Ce local, d'une surface de 80m², sera constitué de murs coupe feu 2h.</p> <p>L'inspection constate que le système de fermeture du grillage n'est plus opérationnel. Les portes du stockage d'aérosols restent donc ouvertes et ne permettent pas d'assurer une séparation</p>

<p>physique avec les autres stockages et ainsi de prévenir le risque d'effet missile. Le stockage dans le futur local dédié de la cellule 4 semble plus adapté aux risques présentés par ces produits, même en petite quantité.</p> <p>Selon l'état des stocks, sont actuellement stockés moins de 2t de liquides inflammables (produits pâteux). L'inspection a constaté la présence de LRCOL à l'emplacement E59NO de la cellule 1 (en cohérence avec les informations de l'état des stocks). Ces produits (portant les mentions de danger H225, H317, H319, H336 et H412 selon la FDS) ne sont pas isolés du reste des stockages.</p> <p>Conclusion : Les produits inflammables et les aérosols sont stockés sans séparation physique avec les autres stockages.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Zone de charge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 17
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
<p>Prescription contrôlée : [...] La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.</p> <p>S'il existe un local de recharge de batteries des chariots automoteurs, il est exclusivement réservé à cet effet et est, soit extérieur à l'entrepôt, soit séparé des cellules de stockage par des parois et des portes munies d'un ferme-porte, respectivement de degré au moins REI 120 et EI2 120 C (Classe de durabilité C2 pour les portes battantes). [...]</p>
<p>Constats : L'inspection constate, qu'en attendant l'aménagement du local de charge de la cellule 2, la zone de charge de batteries est installée à proximité immédiate des racks. Lors du contrôle, deux chariots sont en charge, dont 1 fonctionnant au lithium.</p> <p>Conclusion : Une zone de charge est installée à proximité immédiate des racks de la cellule 2.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Fiches de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2021, article Annexe II
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 2. RUBRIQUE 2 — Identification des dangers</p> <p>Cette rubrique de la fiche de données de sécurité décrit les dangers liés à la substance ou au mélange, ainsi que les indications appropriées de mise en garde associées à ces dangers.</p>

2.1. Classification de la substance ou du mélange

Il y a lieu d'indiquer la classification de la substance ou du mélange qui résulte de l'application des critères de classification énoncés dans le règlement (CE) no 1272/2008. Lorsque le fournisseur a notifié des informations concernant la substance en vue de leur inclusion dans l'inventaire des classifications et des étiquetages conformément à l'article 40 du règlement (CE) no 1272/2008 ou a fourni ces informations dans le cadre d'une demande d'enregistrement soumise conformément au présent règlement, la classification présentée dans la fiche de données de sécurité doit être la même que dans cette notification ou cette demande d'enregistrement.

Si le mélange ne répond pas aux critères de classification conformément au règlement (CE) no 1272/2008, il y a lieu de l'indiquer clairement.

Les informations relatives aux substances présentes dans le mélange sont fournies à la sous-rubrique 3.2.

Si la classification, y compris les mentions de danger, n'est pas indiquée intégralement, il convient de faire référence à la rubrique 16, où figurera le texte intégral de chaque classification, y compris chaque mention de danger.

Les principaux effets néfastes physiques, pour la santé humaine et pour l'environnement doivent être mentionnés, conformément aux rubriques 9 à 12 de la fiche de données de sécurité, d'une manière qui permette à des personnes non spécialisées d'identifier les dangers que présente la substance ou le mélange.

Constats :

Un prestataire vérifie la conformité des FDS des produits redistribués par la société afin d'éditionner une FDS en son nom propre. Les FDS sont disponibles en libre accès sur le site internet de la société.

A noter que les produits sont fabriqués en Europe.

Par échantillonnage, l'inspection a examiné les FDS des produits suivants :

- Aérosol 400ml coloris RAL 7016, emplacement 2R31N0 (624 pièces, soit 234kg).

La FDS, établie en 2020 par Etanco, est au format prévu par les règlements REACH et CLP.

Néanmoins, elle ne fait pas apparaître le numéro d'enregistrement REACH de certaines substances composant le mélange (diméthyl éther, N°CAS:115-10-6, et Naphtha (pétrole) hydrotraité, N°CAS:64742-49-0).

Pictogramme de danger : SGH02 (inflammable) et SGH07 (nocif ou irritant)

Phrases de danger : H222 (Aérosol extrêmement inflammable), H229 (Récipient sous pression: peut éclater sous l'effet de la chaleur) et H336 (Peut provoquer somnolence ou vertiges).

L'inspection a pu s'assurer que les aérosols étaient stockés dans un endroit ventilé et à l'abri des rayons du soleil, comme recommandé.

- Colle néoprène LR COL, emplacement E59N0 (449 kg sous forme de cartouche).

La FDS, établie fin 2019 par Etanco, est au format prévu par les règlements REACH et CLP. Elle ne fait pas apparaître le numéro REACH d'une des substances composant le mélange (Phénol, 4-méthyl-, réaction produits with dicyclopentadiène and isobutylène, N°CAS:68610-51-5).

Pictogramme de danger : SGH02 (inflammable) et SGH07 (nocif ou irritant)

Phrases de danger : H225 (Liquide et vapeurs très inflammables.), H317 (Peut provoquer une allergie cutanée), H319 (Provoque une sévère irritation des yeux), H336 (Peut provoquer somnolence ou vertiges) et H412 (Nocif pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme).

L'inspection a pu s'assurer que les aérosols étaient stockés dans un endroit sec et frais, comme recommandé.

A noter que les deux FDS recommandent de ne pas recourir à des jets d'eau en cas d'incendie.

Conclusion : Les FDS consultées ne précisent pas les numéros REACH de l'ensemble des substances qui composent les mélanges. L'exploitant devra également s'assurer d'appliquer les précautions d'intervention en cas d'incendie mentionnées dans les FDS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Interdiction d'accès au public

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai de 15 jours, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 25 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en interdisant l'accès au public à l'entrepôt</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 26/10/2021, l'exploitant a apporté des éléments de réponse :</p> <p>« Un panneau « accès interdit au public » très visible (400X300 cm) a été posé à l'entrée du site (voir annexe 1).</p> <p>De plus, le portail est en cours de réparation pour clôturer l'ensemble du site. Devis de la société Assa Abloy en annexe 2.</p> <p>Un projet de sécurisation est en cours de construction avec le futur acquéreur incluant la mise en place d'une barrière levante en plus du portail avec contrôle d'accès. Les travaux sont prévus sous un an maximum. »</p> <p>Par courriel du 04/05/23, l'exploitant a transmis les informations suivantes :</p> <p>« Le SSI de catégorie A présent actuellement a été remis en état de fonctionnement et relié également à la télésurveillance.</p> <p>La surveillance du site est également assurée par la présence d'un agent 24h/24 durant la période des travaux. La surveillance sera ensuite remise en fonctionnement normal avec présence de personnel de sûreté en dehors des plages horaires d'exploitation uniquement.</p> <p>Concernant l'accès au site, un contrôle d'accès est prévu d'être mis en place pour véhicules et piétons dans l'année (2023) avec accès pompier. »</p> <p>L'inspection constate que le site est clôturé et qu'il dispose d'un portail, qui ferme par un cadenas.</p> <p>L'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les locaux sont équipés d'alarmes (reliées à toutes les portes d'accès), de capteurs de mouvement, d'une télésurveillance ; • en cas de déclenchement d'une alarme, un renvoi est fait auprès du gardien et de la télésurveillance qui disposent ensuite d'une liste d'appel. Actuellement, c'est au gardien d'assurer la levée de doute ; • la commande pour la mise en œuvre de l'accès pompier a été passée et les travaux devraient être achevés pour la fin de l'année 2023. <p>La mise en place effective de l'accès spécifique pour les pompiers pourra être contrôlée lors de la prochaine inspection.</p> <p>Ce point de l'APMD est respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan des réseaux des eaux pluviales et d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai de 15 jours, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en transmettant le plan des réseaux des eaux pluviales et d'incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 26/10/2021, l'exploitant a apporté des éléments de réponse : <i>« le plan des réseaux des EP et d'incendie se trouve en annexe 3 »</i></p> <p>Le plan transmis n'est pas conforme aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la légende n'est pas complète et ne porte pas sur les arrivées d'eau ; • les vannes, disconnecteurs, séparateurs, obturateurs ne sont pas clairement identifiés ; • les réserves d'eaux ne sont pas mentionnées ; • les dispositifs de rétention des eaux incendie ne sont pas identifiés. <p>Par courriel du 04/05/23, l'exploitant transmet les éléments complémentaires : <i>« Voir chapitre 7.5 et 7.8 avec Annexe(s) correspondante(s). Plans des réseaux partie 1 en Annexe 8. Plans des réseaux partie 2 en Annexe 9. Calcul D9 refait en 2023 en Annexe 12. Calcul D9A refait en 2023 en Annexe 13. Plan de ressource et d'extinction refait en 2023 en Annexe 14.»</i></p> <p>Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Mise à disposition du plan des réseaux pour services d'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan réseaux pour services secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
Prescription contrôlée : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai de 15 jours, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 en tenant à disposition, des services d'incendie de secours, le plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux.
Constats : Par courrier du 26/10/2021, l'exploitant a apporté des éléments de réponse : « Une copie numérique et papier du plan des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux a été remise aux locataires en place, ainsi qu'au gardien. » Par courriel du 04/05/23, l'exploitant transmet les éléments suivants (cf point de contrôle précédent): « Voir chapitre 7.5 avec Annexe(s) correspondante(s). » Le plan des réseaux est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est respecté. Néanmoins, l'exploitant ne dispose pas encore d'un plan qui permettrait aux pompiers d'intervenir efficacement (en projet). L'inspection rappelle que, conformément au point 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, ce plan doit être annexé au plan de défense incendie prévu au point 23 de la même annexe. Le plan de défense incendie deviendra réglementairement requis à partir du 31/12/23.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux transmis le 04/05/23 et qui a été réalisé par un géomètre, doit encore être mis à jour pour faire apparaître le séparateur et pour faire suite aux opérations de curage des réseaux réalisé en avril 2023 (en attente du rapport).</p> <p>L'exploitant indique que les eaux d'extinction incendie sont dirigées vers les parkings situés au sud, puis vers des réseaux enterrés. Une vanne de barrage est située à l'entrée du site. Le fonctionnement de cette vanne n'a pas été testé lors de l'inspection. L'exploitant indique qu'elle sera changée lors des travaux VRD à venir et qu'il a le projet d'automatiser cette vanne.</p> <p>Le plan de gestion de la ressource et des eaux issues de l'extinction d'un incendie identifie les zones de rétention des eaux d'extinction incendie.</p> <p>Conclusion : Le plan des réseaux n'est pas à jour.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Vérification collecte effluents

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, réseau collecte
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai de 15 jours, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 1.6.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en transmettant le rapport de vérification 2020 du réseau de collecte des effluents.</p>
<p>Constats : Par courrier du 26/10/2021, l'exploitant a apporté des éléments de réponse : <i>« vous trouverez les bordereaux de suivis 2020 en annexe 5, justifiant le contrôle et l'intervention de la société Sitrem et Assainissement Francilien. »</i></p> <p>L'exploitant a transmis 4 BSD relatifs à l'élimination des boues issues du séparateur hydrocarbures. Ces BSD ne sont pas complètement renseignés. Par ailleurs, aucune information sur les procédures d'entretien n'a été apportée.</p> <p>Par courriel du 04/05/23, l'exploitant transmet les éléments suivants : <i>« Les analyses des réseaux d'eau n'ont pas encore été mises en place. Le curage de l'ensemble des réseaux et sa vérification par passage de caméra viennent juste d'être terminée (courant avril 2023). Nous sommes en attente du compte-rendu travaux. Une campagne d'analyse pourra être mise en place lors de la prochaine période de pluie d'ici la fin de l'année 2023 »</i></p> <p>Selon l'exploitant, le curage des réseaux a duré 8j. A la date de l'inspection, le compte-rendu est encore en attente de réception. Dans l'attente, il ne peut pas être considéré que ce point de l'APMD est respecté.</p> <p>L'exploitant n'a pas établi de procédure pour l'entretien et le contrôle des réseaux.</p> <p>L'exploitant présente un BSD relatif à l'enlèvement le 29/03/23 des boues issues du séparateur à hydrocarbures pour traitement à Noisy-le-sec (n°20230328 – 3V4VK3VRT). Ce BSD n'est pas entièrement renseigné (cf point de contrôle suivant).</p> <p>Conclusion : L'exploitant n'a pas pu justifier du bon état des réseaux de collecte des effluents.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Complétude des bordereaux de suivi de déchets (BSD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : A. - Informations transmises par l'émetteur du bordereau, lors de l'émission du bordereau : [...] B. - Informations transmises par chaque collecteur-transporteur du déchet. L'exactitude des informations déclarées par le collecteur-transporteur assurant la prise en charge des déchets au départ de l'installation expédiant les déchets est confirmée, lors de la prise en charge des</p>

déchets, par l'exploitant de l'installation d'expédition au moyen d'une signature électronique :

i) Concernant le collecteur-transporteur :

- Numéro SIRET ;
- Raison sociale ;
- Adresse ;
- Téléphone ;
- Courriel ;
- Nom de la personne à contacter ;
- Numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-51 du même code ;
- Département de la déclaration mentionnée à l'article R. 541-50 du même code ;
- Limite de validité du récépissé ;
- Le cas échéant, si le collecteur-transporteur est exempté de déclaration au titre de l'article R. 541-50 du même code.

ii) Concernant les modalités de transport du déchet :

- Numéro(s) d'immatriculation du moyen de transport ;
- Mode de transport ;
- Date de prise en charge ;
- Si un autre transporteur prend en charge le déchet à la suite du transport en cours (transport multimodal).

C. - Informations transmises par l'installation de destination (entreposage, reconditionnement, ou autre traitement) lors de la réception du déchet :

i) Concernant l'installation de destination :

- S'il s'agit d'une installation d'entreposage, ou de reconditionnement, ou d'un autre type de traitement de déchet ;
- Numéro SIRET ;
- Raison sociale ;
- Adresse ;
- Téléphone ;
- Courriel ;
- Nom de la personne à contacter.

ii) Concernant la réception du déchet :

- Quantité réelle de déchet présentée ; pour les installations d'entreposage ou de reconditionnement, la quantité peut être estimée ;
- Date de présentation du déchet ;
- Date d'acceptation ou de refus du déchet ;
- Si le lot de déchet a été accepté, partiellement accepté ou refusé ;
- En cas de refus total ou partiel, motif de refus et quantité de déchet refusée.

D. - Informations transmises par l'installation de destination intermédiaire lors de la réception du déchet.

Le collecteur ou transporteur qui apporte les déchets valide ces informations au moyen d'une signature électronique.

i) Concernant l'installation de destination intermédiaire :

- Numéro SIRET ;
- Raison sociale ;
- Adresse ;
- Téléphone ;
- Courriel ;
- Nom de la personne à contacter.

ii) Concernant la réception du déchet :

- Quantité réelle ou estimée de déchet reçue, exprimée en tonne
- Date de présentation du déchet
- Date d'acceptation ou de refus du déchet ;
- Si le lot de déchet a été accepté, partiellement accepté ou refusé ;
- En cas de refus total ou partiel, motif de refus et quantité de déchet refusé.

iii) Concernant l'installation de traitement final prévue :

- En cas d'expédition hors de France : numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement n° 1013/2006 ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe 1-B du règlement n° 1013/2006 ;

Si les informations sont différentes de celles mentionnées au A iv ; ces informations sont validées par l'émetteur du bordereau au moyen d'une signature électronique :

- Nature de l'installation : Installation de stockage de déchets dangereux, installation de stockage de déchets non dangereux en casier dédié, installation de traitement par vitrification, autre type de traitement final (à préciser) ;
- Numéro SIRET ;
- Raison sociale ;
- Adresse ;
- Téléphone ;
- Courriel ;
- Nom de la personne à contacter ;
- Le numéro de certificat d'acceptation préalable des déchets.

E. - Informations transmises par l'installation de traitement final lors de la réception du déchet :

i) Concernant l'installation de destination :

- Numéro SIRET ;
- Raison sociale ;
- Adresse ;
- Téléphone ;
- Courriel ;
- Nom de la personne à contacter.

ii) Concernant la réception du déchet :

- Quantité réelle de déchet présentée ;
- Date de présentation du déchet ;
- Date d'acceptation ou de refus du déchet
- Si le lot de déchet a été accepté, partiellement accepté ou refusé ;
- En cas de refus total ou partiel, motif de refus et quantité de déchet refusé.

F. - Informations transmises par l'installation de traitement final suite à la réalisation de l'opération de traitement du déchet ;

Concernant l'opération réalisée :

- Code de l'opération d'élimination ou valorisation réalisée selon les annexes I et II de la directive

<p>2008/98/CE relative aux déchets susvisée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Description de l'opération réalisée ; - Attestation que l'opération a été effectuée ; - Date du traitement du déchet. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme vu précédemment, par courrier du 26/10/2021, l'exploitant a apporté des éléments de réponse :</p> <p><i>« vous trouverez les bordereaux de suivis 2020 en annexe 5, justifiant le contrôle et l'intervention de la société Sitrem et Assainissement Francilien. »</i></p> <p>L'exploitant a transmis 4 BSD relatifs à l'élimination des boues issues du séparateur hydrocarbures. Ces BSD ne sont pas complètement renseignés.</p> <p>L'exploitant présente un BSD relatif à l'enlèvement le 29/03/23 des boues issues du séparateur à hydrocarbures pour traitement à Noisy-le-sec (n°n°20230328 – 3V4VK3VRT). Ce BSD n'est pas entièrement renseigné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les informations relatives au collecteur sont manquantes ; • bien que ces déchets apparaissent comme étant traités sur Trackdéchet, les informations relatives au traitement final ne sont pas renseignées. <p>Conclusion : Les BSD relatifs à l'élimination des boues issues du séparateur à hydrocarbures ne sont pas correctement renseignés. Les informations ne sont pas cohérentes avec celles issues de Trackdéchet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Dossier sur site
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai d'un mois, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 1.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en disposant sur site d'une copie de l'arrêté d'autorisation d'exploiter, de la demande d'autorisation et du dossier qui l'accompagne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 26/10/2021, l'exploitant a apporté des éléments de réponse :</p> <p><i>« une copie de l'autorisation d'exploiter, de la demande d'autorisation et du dossier qui l'accompagne se trouve à l'entrée des locaux techniques au sous-sol. Vous trouverez une copie du dossier en annexe 4. »</i></p> <p>Par courriel du 04/05/23, l'exploitant transmet les éléments suivants :</p> <p><i>« Un classeur sera mis en place sur site d'ici 15 jours avec les éléments du dossier initial. »</i></p> <p>Au jour de l'inspection, le classeur n'avait pas encore été installé. Néanmoins, une version numérique du dossier est disponible sur le réseau.</p> <p>Ce point de l'APMD est respecté.</p> <p>Il a été rappelé à l'exploitant que les éléments suivants mériteraient d'être disponible en version papier, facilement accessibles et manipulables en cas de situation dégradée ou en cas de sinistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les arrêtés préfectoraux ; • les plans de zonage de danger et des réseaux d'eau ; • l'étude de danger ; • l'étude de flux exigée par l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ; • le plan de défense incendie prévu au point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Existence d'une alarme incendie et de son report

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai de 15 jours pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en justifiant de l'existence d'une alarme incendie et de son report.</p>
<p>Constats : Par courrier du 26/10/2021, l'exploitant a apporté des éléments de réponse : <i>« une alarme est bien présente sur site, dans le local situé au sous-sol du lot 3, voir photo en annexe 6. Le report de l'alarme est relié à un prestataire de télésurveillance. Un contrat de maintenance est en cours de mise en place avec la société Pro Detec. »</i></p> <p>Les 2 photos transmises ne permettent pas de confirmer qu'il s'agit d'une alarme incendie, de ses fonctionnalités, etc.</p> <p>Par courriel du 04/05/23, l'exploitant transmet les éléments suivants : <i>« Le SSI de catégorie A présent actuellement a été remis en état de fonctionnement et relié également à la télésurveillance. La surveillance du site est également assurée par la présence d'un agent 24h/24. Il est prévu la pose d'un SSI de catégorie A neuf sur l'ensemble du site d'ici fin 2023 / début 2024. Le cahier des charges est en cours de finalisation avec rédaction par un coordinateur SSI et MOE spécialisé. »</i></p> <p>L'exploitant présente également le rapport de contrôle de la détection et de l'alarme incendie Q7 du 28/10/2022 (cf point N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie).</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le SSI catégorie A qui couvre l'ensemble du bâtiment via des linéaires sur l'entrepôt et des détecteurs ponctuels supplémentaires. A l'avenir, le nombre de détecteurs ponctuels sera réduit car le sprinklage fait également office de détection incendie ; • le sprinklage est disposé au plafond uniquement (pas dans les étages intermédiaires des racks) • les portes coupe-feu s'actionnent manuellement mais également automatiquement avec la détection de fumée ; • le désenfumage s'actionne manuellement mais également automatiquement avec la détection de chaleur (fusibles); • à l'avenir, le SSI permettra de gérer la détection, les alarmes, le compartimentage, les portes coupe-feu, le désenfumage et le report lumineux. <p>Ce point de l'APMD est respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Accessibilité des moyens de lutte et de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Alarme incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai de 15 jours, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en transmettant un plan d'emplacement des poteaux incendie avec leurs distances vis-à-vis des quatre cellules, en justifier de la présence d'une alarme ou de tout autre moyen permettant d'alerter les services de secours et d'incendie et en libérant l'accès à l'installation de sprinklage et disposer d'extincteurs en état de fonctionnement.</p>
<p>Constats : Par courrier du 26/10/2021, l'exploitant a apporté des éléments de réponse : <i>« Comme indiqué pour l'article 6, une alarme est bien présente sur le site qui permet d'alerter les secours.</i> <i>L'accès à l'installation de sprinklage a été libéré, voir photo en annexe 7.</i> <i>Les extincteurs ont été vérifiés par la société LPI.</i> <i>L'attestation est jointe en annexe 8. Le repreneur, société Etanco a mandaté la société Desautel pour le remplacement des extincteurs manquants et défectueux. L'intervention est prévue pour la 1^{er} semaine de novembre »</i></p> <p>Le plan transmis fait apparaître les poteaux et leur distance aux cellules. Les justificatifs fournis pour les extincteurs ne concernent que ceux des cellules 3 et 4.</p> <p>Par courriel du 04/05/23, l'exploitant transmet les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • plan des poteaux incendie faisant apparaître 4 poteaux incendie en bordure de la zone imperméabilisée au sud ; • des éléments relatifs au système de détection et d'alarme (cf point précédent) ; • le rapport de contrôle du 22/08/22 des extincteurs ; • les plans d'évacuation et d'intervention des cellules 2, 3 et 4 faisant apparaître l'emplacement des extincteurs ; • le dernier rapport hebdomadaire pour l'extinction automatique (03/05/23). <p>A noter que des poteaux incendie communaux sont également présents à proximité au nord du site.</p> <p>L'inspection constate que l'accès à l'installation de sprinklage a été libéré.</p> <p>Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure est respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p>

- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;

b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.

[Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)], ces dispositions ne sont pas applicables aux installations autorisées av 2017, enregistrées av 2011 et les nouvellement soumises.

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des points d'eau incendie.[....]

Constats :

Par courriel du 04/05/23, l'exploitant transmet les éléments suivants :

- les derniers rapports de contrôle des extincteurs (28/08/22) ;
- les derniers rapports de contrôle des RIA (27/06/22) ;
- les derniers rapports de contrôle des poteaux incendie (28/06/23) ;
- le dernier rapport de visite hebdomadaire du sprinklage (03/05/2023).

Les informations reportées sur les macarons de contrôle des extincteurs analysés par sondage par l'inspection sont cohérentes avec les rapports.

Les rapports relatifs au contrôle des RIA relèvent que

- le RIA n°4 de la cellule 1 présente une fuite ;
- cellule 2 :
 - le RIA n°2 est hors service (manipulation impossible) ;
 - le RIA n°4 est difficile d'accès
 - le diffuseur du RIA n°6 HS ;
- la vanne d'arrêt du RIA n°4 de la cellule 3 est HS ;
- cellule 4 :
 - le diffuseur du RIA n°7 HS ;
 - les diffuseurs sont manquants sur les RIA 8 et 10.

L'ensemble de ces équipements sont néanmoins jugés conformes (réparations effectuées).

L'inspection constate la cohérence de la date de contrôle indiquée sur les macarons de contrôles des RIA suivants avec celle des rapports :

- cellule 1 : n°5

- cellule 3 : n°4 et 6 ;
- cellule 4 : n°7.

Ces équipements ne sont pas abîmés.

Les rapports de contrôle des poteaux incendie font apparaître que l'ensemble des poteaux pris individuellement délivre plus de 60m³/h à 1bar. Les poteaux n'ont pas été contrôlés en simultanés. Il est référencé 8 poteaux alors que le plan de localisation n'en fait apparaître que 4.

L'inspection constate que 3 poteaux sont implantés au sud du parking servant de zone de rétention, au bord de la zone enherbée. Il semble donc que les pompiers aient à stationner leurs engins dans la zone servant de rétention incendie pour se raccorder aux poteaux. Cette situation n'apparaît pas judicieuse.

Le rapport de contrôle du sprinklage relève les anomalies suivantes :

- P8 Fuite sur T du pressostat T Dn 3/4 et 10 cm de tube à fileter ;
- prévoir 3 points fixes collecteur DN 6 pouces nacelle 10m ;
- fuite sur piquage ligne pressostat P2 / prévoir T en 3/4 plus 10 cm de bobine à fileter ;
- fuite de gazoil sur injecteur B2 / faire intervenir dieseliste pour réparation ;
- dégagements de fumée ;
- défaut général ;
- défaut batterie ecs ;
- prévoir remplacement de la batterie.

Il relève les points d'amélioration suivants :

- mise en place d'un kit absorbant routier dans le local sources ;
- mise en place d'un interrupteur sur le débitmètre (augmentera la vie de ce dernier) ;
- mise en place d'un eco bac (système de retour d'eau de refroidissement dans les cuves lors des essais hebdomadaires) ;
- mise en place d'un éclairage extérieur au local sources.

Conclusion :

- le nombre de poteaux incendie n'est pas cohérent entre le rapport de contrôle et le plan ;
- le dernier rapport de contrôle du sprinklage fait apparaître de nombreuses anomalies.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 5

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires

sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.

Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.

Constats :

Par courriel du 04/05/23, l'exploitant transmet le dernier rapport de contrôle du système de désenfumage (24/11/22) qui relève des observations pour les équipements suivants :

- cellule 1 : cantons 2 et 5 (sur 5 cantons) ;
- cellule 2 : cantons 3 et 4 (sur 5) et mezzanine ;
- cellule 3 : cantons 5 (sur 6) et mezzanine ;
- cellule 4 : canton 4 et 5 (sur 6). Les observations ne sont pas lisibles.

A la demande de l'inspection, un test d'ouverture des trappes du canton 4 de la cellule 2 a été réalisé. Celui-ci est concluant.

L'inspection constate que le plan de la répartition des trappes de désenfumage n'est pas affiché dans la cellule 4. A noter que cette cellule est en travaux et qu'aucun stockage n'y est réalisé à la date de l'inspection. L'exploitant s'est engagé à s'assurer que la surface utile des exutoires de cette cellule ne soit pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. L'affichage des plans est constaté dans les cellules 2 et 3.

La date de contrôle reportée sur le macaron de contrôle est cohérente avec les rapports.

Enfin, l'inspection constate un très faible espace entre le point bas de l'écran de cantonnement et le point le plus près du stockage dans la cellule 2.

Conclusion :

Le dernier rapport de contrôle du système de désenfumage relève des anomalies.

Le plan de répartition des cantons de désenfumage n'est pas affiché dans la cellule 4.

L'exploitant devra également s'assurer que :

- la surface utile des exutoires ne soit pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage ;
- la distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage ne soit pas inférieure à 0,5 mètre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 20 : Portes coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 04/05/23, l'exploitant transmet le dernier rapport de contrôle des portes coupe-feu (24/11/22), qui fait apparaître que :</p> <ul style="list-style-type: none"> la porte n°1 ne se ferme pas complètement ; les portes n°2 et 3 se ferment trop rapidement du fait de l'absence de câble de retenue. <p>L'inspection a pu constater la correcte fermeture des portes séparant respectivement les cellules 2 et 3 et les cellules 3 et 4 (asservissement à la détection incendie).</p> <p>L'exploitant indique que les porte coupe-feu installées sont de degré coupe-feu 1 heure, et non REI 120 comme les murs dans lesquels elles sont situées. L'exploitant doit donc s'assurer que ce degré coupe-feu est bien pris en compte dans les simulations des flux thermiques et dans l'évaluation du degré coupe-feu des parois dans lesquelles elles sont implantées (cf point N° 2x : Effets thermiques sur les tiers).</p> <p>Pour rappel, le remplacement des portes coupe-feu est prévu dans le cadre des travaux de mise en conformité du site.</p> <p>Conclusion : Les portes coupe-feu situées dans les murs REI120 ne présentent pas un classement EI2 120 C.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 21 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 12
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : Le rapport de contrôle de la détection et de l'alarme incendie Q7 du 28/10/2022 conclut que le système présente un dysfonctionnement. A la demande de l'inspection, un test de l'alarme incendie est réalisé. Celui-ci met en évidence que, bien que l'ensemble des cellules soit équipé, l'alarme n'est pas suffisamment perceptible à tout point de l'entrepôt. Conclusion : Le dernier rapport de contrôle du système de détection et d'alarme incendie conclut que le système présente des dysfonctionnements. L'alarme incendie n'est pas audible en tout point de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 22 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Selon le registre sécurité, le dernier exercice incendie a été réalisé le 08/12/21. Il a porté uniquement sur l'évacuation du personnel et n'a pas fait l'objet d'un compte rendu. L'exploitant s'est engagé à réaliser un nouvel exercice d'ici la fin de l'année 2023. L'inspection rappelle qu'un exercice doit être réalisé pour permettre de vérifier la connaissance et la pertinence des procédures relatives aux conduites à tenir en cas de sinistre et à la mise en œuvre des moyens de lutte et de protection contre l'incendie (levée de doute, transmission de l'alerte, isolement des réseaux, accueil et accompagnement des services de secours, ...). Le compte rendu d'exercice doit être l'occasion d'évaluer l'opportunité de la mise à jour des procédures, des formations, des plans et des dispositifs de sécurité. Conclusion : Le dernier exercice incendie n'a porté que sur l'évacuation du personnel et n'a pas fait l'objet d'un compte rendu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 23 : Dimensionnement des moyens en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m ³ /h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m ³ /h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.
[...]

Constats :

Par courriel du 04/05/23, l'exploitant transmet les éléments suivants :

- la mise à jour du calcul du débit requis suivant les règles du document technique D9 ;
- la mise à jour du calcul du volume à mettre en rétention suivant les règles du document technique D9A ;
- le plan de gestion de la ressource et des eaux issues de l'extinction d'un incendie.

Selon le calcul D9, un débit de 1260m³/h est nécessaire pour l'extinction d'un incendie sur le site.

Le dernier rapport de contrôle relève les débits suivants à 1bar (débit des poteaux mesurés individuellement: il n'est pas pertinent d'additionner les débits pour en déduire un débit "total") :

- N°15 : 69m³/h ;
- N°8: 106m³/h ;
- N°7: 160 m³/h ;
- N°6: 186 m³/h ;
- N°4: + de 200 m³/h ;
- N°3: + de 200 m³/h ;
- N°2: + de 200 m³/h ;
- N°1 : 159m³/h.

Par ailleurs, le site dispose d'une réserve d'eau de minimum 700m³. L'exploitant indique cependant que le géomètre, qui a réalisé le plan gestion de la ressource et des eaux issues de l'extinction d'un incendie, a relevé une capacité de 1060m³, ou 1260m³ avant sur-verse.

L'inspection constate que le bassin est rempli, cloturé sur sa totalité. Il dispose d'un portail d'accès et de tuyaux de raccordement pompiers et le liner est en bon état. Néanmoins, aucun marquage ou graduation ne permet d'évaluer le volume d'eau stocké, disponible en cas d'incendie.

L'exploitant déclare ne pas avoir eu à la remplir depuis l'acquisition du site. Le système de remplissage n'a pas encore été défini.

Conclusion :

- le débit délivré par les poteaux incendie n'est pas contrôlé en simultané ;
- la réserve incendie ne dispose pas d'un moyen pour évaluer le volume disponible ;
- la méthode de remplissage de la réserve incendie n'a pas encore été déterminée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 11
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en calculant pour chaque cellule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie déterminé selon les dispositions du point 13 ci-dessous, d'une part ; - du volume de liquide libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Cette somme est minorée du volume d'eau évaporé.</p> <p>Le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation, est postérieur à la parution dudit document, le volume nécessaire au confinement peut également être déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020).</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 04/05/23, l'exploitant transmet les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise à jour du calcul du débit requis suivant les règles du document technique D9 ; • la mise à jour du calcul du volume à mettre en rétention suivant les règles du document technique D9A ; • le plan de gestion de la ressource et des eaux issues de l'extinction d'un incendie. <p>Selon le calcul D9, un débit de 1260m³/h est nécessaire pour l'extinction d'un incendie sur le site.</p> <p>Selon le calcul D9A, le volume de rétention nécessaire est de 4030m³.</p>

<p>Selon le plan de gestion de la ressource et des eaux issues de l'extinction d'un Incendie transmis, ce volume est assuré par le sous-sol (600m3), une partie de la zone imperméabilisée (dont parking) au sud (3500M3) et les canalisations du réseau d'eaux pluviales (250m3).</p> <p>L'inspection constate que la zone imperméabilisée au sud présente des irrégularités et fissures et que de la végétation pousse par endroits. L'étanchéité de la zone est à revoir.</p> <p>Par ailleurs, la zone au sous-sol accueille le local TGBT, le local chaufferie, l'ancien local sprinkler et un local technique. Le sous-sol ne peut donc pas servir de rétention des eaux d'extinction. Il convient à l'inverse d'empêcher les eaux d'attendre ces locaux à risques.</p> <p>Enfin comme vu précédemment, 3 poteaux incendie sont situés en bordure du parking servant de zone de rétention des eaux incendie. Il n'est pas garanti que cette configuration permette l'intervention des pompiers. Les aires de stationnement des engins pompiers doivent être définies en accord avec les pompiers de manière à permettre de déployer leurs équipements et d'intervenir en toute sécurité (cf point de contrôle suivant).</p> <p>Conclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • compte tenu de la présence de locaux à risques, le sous-sol ne peut pas servir de zone de rétention des eaux incendie ; • l'imperméabilité de la zone imperméabilisée au sud n'est pas garantie ; • le volume de rétention des eaux d'extinction incendie disponible n'est pas suffisant par rapport au volume calculé par la méthode D9A. <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>
--

N° 25: Aires de stationnement des engins et raccordement aux poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie engins définie au 3.2. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.</p> <p>Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum. <p>Constats :</p> <p>Enfin comme vu précédemment, 3 poteaux incendie sont situés en bordure du parking servant de zone de rétention des eaux incendie. Il n'est pas garanti que cette configuration permette</p>

<p>l'intervention des pompiers. Les aires de stationnement des engins pompiers doivent être définies en accord avec les pompiers de manière à permettre de déployer leurs équipements et d'intervenir en toute sécurité.</p> <p>Les aires de stationnement des engins de secours ne sont pas matérialisées au sol. Aucune procédure n'est établie pour s'assurer que ces aires seront libérées, en cas de sinistre, avant l'arrivée des secours.</p> <p>Conclusion : 3 poteaux incendie sont situés en bordure du parking servant de zone de rétention des eaux incendie : le recours à ces poteaux n'est pas garanti.</p> <p>Les aires de stationnement des engins de secours ne sont pas matérialisées au sol. Aucune procédure n'est établie pour s'assurer que ces aires seront libérées, en cas de sinistre, avant l'arrivée des secours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 26 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m2. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'étude a été réalisée par Socotec et date du 02/06/2022.</p> <p>Selon celle-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> les flux thermiques générés par un incendie de la cellule 1 ne sortent pas des limites de propriété, les flux de 3kW/m² arrivent néanmoins en bordure des limites au nord et à l'est. La durée d'incendie a été évaluée à 109 minutes, aucun effet domino vers les autres cellules n'est attendu ; les flux thermiques générés par un incendie de la cellule 2 ne sortent pas des limites de propriété. La durée d'incendie a été évaluée à 110 minutes, aucun effet domino vers les autres cellules n'est attendu ; les flux thermiques générés par un incendie de la cellule 3 ne sortent pas des limites de propriété, les flux de 3kW/m² arrivent néanmoins en bordure de la limite au nord. La durée d'incendie a été évaluée à 109 minutes, aucun effet domino vers les autres cellules n'est attendu ; les flux thermiques générés par un incendie de la cellule 4 ne sortent pas des limites de propriété, les flux de 3kW/m² arrivent néanmoins en bordure de la limite au nord. La durée

d'incendie a été évaluée à 109 minutes, aucun effet domino vers les autres cellules n'est attendu.

L'absence de propagation entre cellule pour des incendies durant plus de 60 minutes n'est pas cohérente avec les caractéristiques des portes, indiquées comme CF 1h et non 2h comme les murs dans lesquelles elles sont situées. (cf fiche n°19)

Les modélisations ont été réalisées avec une palette type 1510. Les stockages de produits dangereux, en particulier les aérosols, n'ont pas été pris en compte.

L'inspection constate la présence d'un bois en bordure du site à l'Ouest : des végétaux traversent la clôture et des branches d'arbre s'étendent à l'intérieur du site vers l'entrepôt. L'exploitant a déclaré procéder régulièrement à l'élagage des végétaux.

Le local prévu au stockage des aérosols en cellule 4 est situé le long de la façade Ouest. Il conviendra donc d'évaluer les risques d'effets domino (propagation à la végétation).

La modélisation de l'incendie de la cellule 1 met en évidence que les distances d'effet des flux de 8 et 5 kW/m² s'étendent respectivement jusqu'à environ 50m et 60m sur la voie interne, d'accès à l'Est du site. Les effets des flux de 3kW/m² atteignent la bordure des limites de propriété à l'Est. Il conviendra de s'assurer que l'aménagement de l'entrée du site (en particulier l'accès pompier) prend en compte ces effets afin de permettre l'accès du site aux pompiers et, éventuellement, l'évacuation des personnels sans les exposer à des effets thermiques trop intenses, ou de réduire ceux-ci par des travaux sur les façades concernées (écrans thermiques).

L'exploitant a déclaré qu'une mise à jour de l'étude était prévue afin de prendre en compte les travaux à venir.

Conclusion : L'étude de flux du 02/06/22 ne prend pas en compte le stockage des produits dangereux, en particulier les aérosols. Il convient donc de la mettre à jour afin :

- d'évaluer les risques supplémentaires générés par les aérosols dans leur différentes phases de stockage (cellule 2, puis cellule 3 et enfin cellule 4), les distances d'effet associés et l'impact sur le bois situé à l'Ouest ;
- de s'assurer que l'aménagement de l'entrée du site (en particulier l'accès pompier) prennent en compte ces distances afin de permettre l'accès aux pompiers et, éventuellement, l'évacuation des personnes ;
- de s'assurer que le degré coupe-feu des portes et des parois est correctement pris en compte dans les simulations des flux thermiques.

Il conviendra également de procéder à l'entretien des végétaux en façade Ouest afin de s'assurer du bon état de la clôture et de limiter les risques (également au niveau du local sprinklage).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 27 : Issues de secours

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 01/10/2021, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, issues secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui
<p>Prescription contrôlée : La société AZ INVEST, est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, dans un délai de 15 jours, pour son établissement situé 9 rue du Clos Reine à Aubergenville, les dispositions de l'article 14 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, en ne verrouillant pas les issues afin qu'elles soient facilement manœuvrables.</p>
<p>Constats : Par courrier du 26/10/2021, l'exploitant a apporté des éléments de réponse : <i>« l'ensemble des issues de secours ont été contrôlées. Les issues de secours concernées ont été libérées de tout verrouillage, voir annexe 9. Une issue de secours a été identifiée comme hors service. Un devis est en cours pour sa remise en état. Un panneau Hors Service est posé sur la porte concernée. »</i></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir remplacé l'ensemble des issues de secours. A la demande de l'inspection, l'ouverture de plusieurs issues de secours a été testée dans les cellules 2 à 4 et notamment dans le futur local de stockage des aérosols. Les tests sont concluants.</p> <p>Ce point de l'APMD est respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : Issues de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 14
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p>Constats : L'inspection constate dans la cellule 3 que l'accès à une issue de secours (proche d'une commande de désenfumage et du sprinklage) est difficile (positionné dans un recoin et gêné par plusieurs palettes) et qu'aucun affichage n'est apposé pour signaler sa présence.</p> <p>Conclusion : L'accès à une issue de secours dans la cellule 3 est difficile et aucun affichage n'est apposé pour signaler sa présence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 29 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>[...].</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le stockage en rack est réalisé de manière à respecter une distance minimale d'un mètre avec les parois et le plafond. Une distance minimale de 2m est respectée entre les allées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 30 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m3 dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.
Constats : L'inspection n'a pas identifié de stockage de liquide inflammable en contenants fusibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 31 : Eclairage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a Prévention des départs de feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. [...II]
Constats : L'éclairage constaté est électrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 32 : Détection d'hydrogène dans le local de charge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25 % de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1 % d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme. Pour les parties de l'installation identifiées au point 4.3 non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.
Constats : Le système de détection d'hydrogène dans le local de charge de la cellule 3 est hors service.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois